

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19175 - 74ÈME ANNÉE

Publication d'une tribune intitulée « l'opportunité d'un projet pour La Réunion fondé sur un développement endogène régional durable ? »

Nouvel appel pour la conférence territoriale de La Réunion



Une tribune libre publiée par David Bialecki, Ingénieur, Gilles Gauvin, Historien et Philippe Vitale, Sociologue se joint « aux nombreuses voix qui se sont déjà fait entendre pour demander

qu'une véritable Conférence Territoriale soit initiée afin de rendre concret [un] Développement Endogène Régional ». Voici le contenu de ce texte, avec des inter-titres de « Témoignages ».

Le mouvement des « Gilets Jaunes » nous concerne tous, car il offre une fois encore (la bonne ?), l'opportunité de faire émerger au niveau local l'expression d'un pro-

jet global de vie et de développement de notre territoire permettant un changement de modèle pour La Réunion, dans un cadre endogène respectueux de la nature et de ses habitants.

En effet, notre espace contraint doit nous loger et accueillir l'essentiel des infrastructures publiques, économiques et de transport tout en préservant les terres agricoles et les espaces naturels.

Depuis sa départementalisation en 1946, notre île a connu une transformation et une modernisation très (trop ?) rapide sans apporter les réponses nécessaires à la correction des inégalités entraînant de fait une remise en cause de notre société multiculturelle unique avec son métissage, ses traditions, sa langue et son art de vivre créole spécifique.

« Construire ensemble »

Aujourd'hui, ce contexte appelle à interroger nos méthodes de travail pour développer notre territoire, en renouvelant nos principes, réflexions, procédures pour élaborer des actions concrètes, permettant de construire ensemble un Développement Endogène Régional (DER). On peut caractériser ce dernier par l'élaboration de partenariats très intenses, d'une préférence spontanée pour le fournisseur local (tant pour les consommateurs que pour les entreprises) et d'un développement des services locaux performant pour la communauté. Cette dynamique favorable repose sur un préalable fort et impératif : la confiance « je fais aujourd'hui pour toi, Confiant que tu feras pour moi. »

Mais, il ne faut pas négliger nombre de partenariats indispensables, notamment les relations avec les consommateurs et leurs associations, ou les relations capital - travail. Et, au-delà des aspects sociaux et économiques, il est primordial pour que ce projet

soit durable, d'une part d'y rajouter l'objectif à plus long terme de la protection et de la valorisation de l'environnement. Et d'autre part, de l'inscrire dans une démarche culturelle et éducative favorisant l'intégration des savoirs locaux.

Par ailleurs, le DER Durable nécessite un ancrage local de l'entrepreneuriat, car l'absence de capital local remet en question cette stratégie de développement et renvoie La Réunion à son passé de Comptoir !

En effet, le trop grand nombre d'entreprises maîtrisées par des capitaux extérieurs augmente la fragilité structurelle de l'économie locale, car les bénéfices n'y sont pas recyclés et sont réexportés hors de La Réunion.

« Le Réunionnais principal acteur »

Pour aider à l'émergence de ce tissu local, il faut des relations contractuelles entre tous les acteurs visant à optimiser la gouvernance d'ensemble, notamment en mobilisant des économies d'échelle et en allégeant le cadre institutionnel et normatif. L'initiative ne pourra en revenir qu'aux Collectivités Territoriales.

Aussi, on ne peut que se joindre aux nombreuses voix qui se sont déjà fait entendre pour demander qu'une véritable Conférence Territoriale soit initiée afin de rendre concret ce projet de DER Durable.

Cette conférence Territoriale aura la responsabilité de favoriser la définition de ce projet global, mais devra aussi accompagner le processus de la conduite du changement qui lui sera intimement lié, pour que le Réunionnais soit le véritable et principal acteur du développement de son territoire à son premier profit.

Or, la conduite de ce changement, portée par le cadre fédérateur du projet contractualisé, repose sur 3 finalités : Où nous mène ce projet ?

(le Cap). À quoi sert-il ? (le Sens). Qu'est-ce que le territoire et ses habitants ont à y gagner ? (le Gain)

« Anticiper des réformes territoriales »

Cette Conférence Territoriale devra également garantir l'expression de valeurs fortes servant à incarner ce projet : transversalité, opérationnalité, territorialisation, innovation, pédagogie, intégrité et respect.

Tout cela s'inscrit sur un long terme au cours duquel les acteurs doivent être en capacité de démontrer un sens de l'intérêt général et un potentiel d'intermédiation (comprendre les contraintes et enjeux mutuels de tous pour produire conjointement un seul et même objet !). Le projet et son suivi devront faire l'objet d'une évaluation et restitution régulière auprès de la population, car sa finalité réside dans l'amélioration des conditions de vie.

Enfin, cela doit être l'occasion définitive d'anticiper des réformes territoriales et de trouver le bon moteur administratif, qui dynamisera ce projet. Pour finir, La Réunion ne doit rien attendre de l'extérieur, car il n'y aura pas de Développement Endogène Régional Durable sans une impulsion Politique Réunionnaise et du courage de nos élus et élites pour prendre des vraies et bonnes décisions pour toutes celles et tous ceux qui vivent à La Réunion.

David Bialecki, Ingénieur
Gilles Gauvin, Historien
Philippe Vitale, Sociologue

14e jour de blocage à La Réunion : un tournant dans le mouvement social

L'intersyndicale appelle à « se joindre massivement aux manifestations »



La délégation de l'intersyndicale reçue mercredi par la ministre.

Hier au lendemain de sa rencontre avec la ministre des Outre-mer, l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGTR, FO, UNSA, CFE-CGC appelle les travailleurs à se joindre massivement aux manifestations « afin d'amplifier la mobilisation ». Ce communiqué marque un tournant dans le mouvement social car il marque l'arrivée dans la bataille d'organisations structurées qui viennent appuyer les revendications sociales.

«L'intersyndicale CFDT, CFTC, CGTR, FO, UNSA, CFE-CGC, réunie ce mardi 27 novembre appelle les salarié.es à se joindre massive-

ment aux manifestations afin d'amplifier la mobilisation et d'exprimer leurs revendications lors de la visite de la ministre de l'Outre-mer :

- Augmentation générale des salaires, des minima sociaux et des retraites,
- Abandon de l'augmentation des 1,7 % de la CSG pour les retraités,
- Plan de rattrapage des postes dans la fonction publique
- Mise en place d'un plan de résorption de la précarité avec création de vrais emplois statutaires ou en CDI.
- L'amélioration de la couverture conventionnelle, de la prévoyance lourde et Santé... Cf revendica-

tions du 9 octobre.

A ce jour les annonces du Président de La République ne répondent pas aux attentes des Réunionnaises et des Réunionnais. Dans ce contexte social difficile, nous rappelons que le recours aux forces de l'ordre n'est pas la solution.

L'intersyndicale exige de la Ministre de vraies réponses aux urgences sociales de cette mobilisation afin de ramener la sérénité sur l'ensemble de notre territoire.

Fait à Saint-Denis, le 27 novembre 2018»

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Lettre ouverte à la ministre des Outre-mers

Nou lé kapab : « priorité à l'embauche des Réunionnais »



Madame la Ministre,

Notre île traverse l'une des pires crises sociales et économiques de son histoire. Je tiens à apporter, en toute humilité, ma contribution sur l'un des sujets qui ressort du mouvement des « Gilets Jaunes », sujet sur lequel je milite depuis 2009 : la priorité à l'embauche des Réunionnais.

Face à la situation particulière de La Réunion, il est indispensable de prendre des mesures adaptées à notre territoire. Sur cette problématique, nos échanges réguliers avec les personnes concernées, les différents acteurs qui agissent dans ce domaine et la population, nous ont permis de définir des propositions concrètes :

- Réformer Pôle Emploi en un Service Unique de l'Emploi et de l'Insertion regroupant tous les acteurs (Mission Locale, Maison de l'Emploi,...) pour garantir un meilleur accompagnement des demandeurs d'emploi et des employeurs.

- Obliger les employeurs à déposer leur offre d'emplois, au moins, au Pôle Emploi pour garantir l'égalité

des chances et la transparence (55 % des offres d'emplois de La Réunion ne passent pas par le Pôle Emploi).

- Faire délivrer par le Pôle Emploi une « attestation d'absence de compétence locale » avant d'embaucher à l'extérieur. L'employeur doit justifier de sa recherche localement avant de chercher à l'extérieur.

- Dresser le besoin prévisionnel en emplois à La Réunion sur 5, 10, 15 ans afin d'adapter les formations et le nombre de places aux concours.

- Mettre en place un moratoire dans la fonction publique sur 15 ans afin que tous les postes soient réservés aux lauréats des concours à La Réunion.

- Favoriser le retour des fonctionnaires ultramarins au pays par la mise en place de Critères d'Intérêts Matériels et Moraux (CIMM) gradués et bonifiés, généralisés à tous les secteurs de la Fonction Publique.

- Supprimer la demande d'expé-

rience sur les offres d'emploi et valoriser la période d'essai afin que chaque personne puisse tenter sa chance et montrer ses compétences sur le poste.

- Répertorier les Réunionnais partout dans le monde afin de pouvoir les informer des postes disponibles localement, correspondant à leur profil. Libre à eux ensuite de postuler ou pas.

Ces propositions, qui ont été remises aux Présidents de La République successifs et aux Ministres de passage sur l'île depuis des années, ne demandent pas de budget supplémentaire, seulement de la volonté politique.

Madame la Ministre, derrière les chiffres du chômage se trouvent des personnes qui souffrent, des familles qui se sont sacrifiées pour que leurs enfants puissent faire des études, obtenir leur diplôme, leur concours... Des femmes et des hommes qui, malgré leur réussite, restent sur le bord du chemin au profit de personnes venues de l'extérieur. Derrière les mutations, se trouvent des familles déchirées, des parents séparés de leurs enfants, des drames, à cause d'un système injuste et inadapté.

Madame La Ministre, il est temps de mettre fin à un système de recrutement qui pénalise les Réunionnais-es. Les Réunionnais-es ont le droit à la dignité et ont le droit de travailler dans leur île.

Gilles Leperlier
Association Nou Lé Kapab

Rencontre de maires de La Réunion avec Annick Girardin

Maurice Gironcel interpelle, à nouveau, la Ministre des Outre-mer

Voici le document remis par Maurice Gironcel, Maire et Conseiller départemental de Sainte-Suzanne à la Ministre des Outre-Mer, ainsi qu'aux maires présents ce jeudi 28 Novembre à la Préfecture.

Depuis maintenant 18 mois, la politique du Gouvernement a clairement favorisé les plus riches. La suppression de l'Impôt Sur la Fortune est un exemple révélateur et dans le même temps un ensemble de mesures fiscales et sociétales est venue impacter les classes moyennes et les classes laborieuses. Comment répondre aux besoins quotidiens de la population avec une telle politique gouvernementale ?

Alors que les élus de proximité sont ceux vers qui se tournent en priorité la population, les gouvernements successifs depuis des années n'ont eu de cesse d'affaiblir l'action des collectivités locales, dont principalement les communes. Ce sont ces mêmes élus vers qui nos citoyens se tournent pour exprimer leurs préoccupations. Ces décisions gouvernementales impactent directement les communes :

- Les dotations des collectivités baissent alors que dans le même temps on demande aux communes de faire toujours plus avec moins. Les collectivités territoriales qui étaient les principaux porteurs de l'investissement public ne peuvent plus le faire. Cela vient directement impacter le secteur du BTP déjà en difficulté. Moins de marchés publics, c'est moins d'activités pour le BTP et donc moins d'emplois. Moins de dotations c'est aussi moins d'accompagnement pour les associations culturelles et sportives. Cela porte atteinte à notre cohésion sociale et à notre

bien vivre ensemble Réunionnais.

- Le volume des contrats aidés ainsi que leur prise en charge par l'État ont drastiquement diminué (de 85 % de prise en charge à 50 % aujourd'hui). Malgré les efforts de mutualisation des services, nous avons été contraint de réduire l'accompagnement de la population (moins d'activités périscolaires, moins d'animations sportives et culturelles, moins d'entretien des espaces verts,...)

Comment répondre aux attentes de la population quand celle-ci augmente à La Réunion de 10 000 personnes/an ? De 240 000 habitants en 1946, date de la départementalisation, nous serons 1 million dans une génération. Les problèmes d'aujourd'hui sont totalement différents de ceux d'hier et les défis à relever sur tous les sujets sont encore plus difficiles.

Comment répondre aux besoins quotidiens de la population ? Pour cela, l'État doit faire l'inverse de ce qu'il fait jusqu'à présent. D'une part, il doit redonner les moyens et l'autonomie aux communes pour mener à bien leurs missions, d'autre part, il doit prendre en compte la situation particulière des communes de La Réunion (population qui augmente, retard en équipements de proximité,...). Un fonds de développement spécial pour les communes de La Réunion (Rénovation des écoles, activités périscolaires, équipements de proximité,...) permettrait de répondre aux besoins de la population et contribuerait à la relance de l'économie.

Les mesures prises par les gouvernements jusqu'à ce jour, basées sur la situation de la France Hexagonale (baisse des dotations, des contrats aidés, continuité territo-

riale...) n'ont fait qu'aggraver la situation économique et sociale à La Réunion. Comment expliquer que l'État attribue 616 euros par habitant en Corse pour assurer la continuité territoriale alors qu'il n'octroie que 11,5 euros par habitant pour La Réunion.

La situation de crise sociale que connaît notre île depuis le 17 novembre est venue rappeler l'urgence de réunir une conférence territoriale avec l'ensemble des élus, des forces vives et des représentants des gilets jaunes pour définir ensemble un projet global, cohérent, durable et solidaire et définir les périmètres d'action de chacun. Pour prendre un exemple, on gagnerait en efficacité en mettant en place un office des routes unique pour la gestion de l'ensemble du réseau routier réunionnais (comme il existe un office de l'eau ou encore le Sidélec).

Enfin, c'est toute la question de l'accompagnement de l'État aux collectivités locales face aux grands défis de notre temps : l'augmentation de la population, la transition énergétique, la révolution technologique ou encore l'adaptation aux changements climatiques. Ces défis concernent directement notre île et exigent des réponses urgentes.

**Maurice Gironcel, Maire et
Conseiller Départemental
Sainte-Suzanne**

Deuxième journée de la visite de la ministre des Outre-mer

Annonces sur l'emploi : plus de défiscalisation et 1000 contrats aidés supplémentaires mais des contreparties demandées aux entreprises



Les annonces sur l'emploi d'Annick Girardin s'inscrivent dans les politiques menées depuis des décennies par les gouvernements qui se succèdent : défiscalisation et emplois aidés. La nouveauté réside dans les contreparties qui seront exigées aux bénéficiaires de ces aides dans les domaines de l'emploi, des prix et du dialogue social.

Hier soir, Annick Girardin a fait une seconde déclaration à la presse en conclusion de son deuxième jour de visite. A ce moment-là, la ministre avait notamment rencontré la totalité des maires ou de leurs représentants, l'intersyndicale, les représentants des agriculteurs, et des gilets jaunes du Nord, du Sud et de l'Ouest.

Au lendemain d'annonces sur le social qui avaient peu convaincu, Annick Girardin était à la sous-préfecture de Saint-Pierre pour discuter avec des gilets jaunes du Sud. La tension était très forte, le portail du bâtiment n'y a pas résisté. Néanmoins, des gilets jaunes du Sud ont pris acte de l'évolution de l'évolution et ont demandé de lever la pression.

La ministre a ensuite rencontré des agriculteurs avant de rencontrer le monde agricole. Elle s'est

ensuite rendue à la sous-préfecture de Saint-Benoît pour une réunion avec les maires de l'Est. A cet échange s'en est ajouté un autre non prévu initialement avec des gilets jaunes de l'Est.

Engagement réciproque

Annick Girardin a conclu sa journée par une déclaration devant la presse. Cette fois, il était question de l'emploi. Elle a décliné des mesures s'inscrivant dans un plan de 2,6 milliards d'euros à tout l'outre-mer. La ministre a annoncé 1000 contrats aidés supplémentaires pour 2019, dont 500 CDI à destination du secteur privé et 500 pour les associations, les postes devront être pourvus avant la fin de l'année, et les recrutements confiés exclusivement à Pôle emploi. Elle a également indiqué un dispositif «zéro charge» pour les salaires autour du SMIC. «Nous avons voulu favoriser les secteurs de la production locale : l'industrie, l'agriculture, le tourisme, le BTP et l'environnement. Ce sont près de 40 millions d'euros de charges en moins dans ces secteurs, il est question de zones

franches d'activités : «l'imposition sur les sociétés sera deux fois plus faible qu'à l'île Maurice».

La nouveauté réside dans l'obligation d'un engagement réciproque. Les aides devront automatiquement déboucher sur des contreparties sur l'emploi, les prix et le dialogue social. Un «compteur emploi» devra être mis en place.

Les collectivités sollicitées

La ministre a également indiqué que la défiscalisation industrielle sera prolongée jusqu'en 2025. «La Réunion peut attendre près de 500 millions entre 2019-2022 pour relancer l'activité économique et créer concrètement des emplois si les collectivités sont au rendez-vous». «Les projets que nous financerons, ils ne seront pas décidés depuis Paris, ils le seront avec les Réunionnais, avec chacune des collectivités. Ces projets, je propose aux maires de les choisir avec vous, d'associer les citoyens plus directement aux choix opérés. Car j'entends le besoin d'une démocratie plus participative», a-t-elle souligné.

Outre la confirmation du maintien de l'APL accession pour les dossiers des familles en cours d'instruction, la ministre a annoncé la création d'une conférence sur le logement afin notamment «de construire plus de logements sociaux mais moins cher».

Ces annonces seront sans doute au cœur des discussions avec les acteurs économiques aujourd'hui à la préfecture.

M.M.

Des députés et des sénateurs boycottent une invitation de la ministre des Outre-mer

Des parlementaires de La Réunion refusent de rencontrer Annick Girardin



Ericka Bareigts, Huguette Bello, Michel Dennemont, David Lorion, Viviane Malet, Jean-Luc Poudroux, et Nathalie Bassire ont refusé de rencontrer hier la ministre des Outre-mer. Les six premiers estiment en substance que c'est aux gilets jaunes de parler à leur place. Or, ces parlementaires ont promis à leurs électeurs de porter leurs voix auprès du gouvernement. Souhaitons que ces élus prendront leur place dans le débat qui ne manquera pas d'arriver sur la construction d'un projet pour La Réunion.

Dans un communiqué diffusé hier, Ericka Bareigts, Huguette Bello, Michel Dennemont, David Lorion, Viviane Malet et Jean-Luc Poudroux ont annoncé leur refus de rencontrer la ministre des Outre-mer. Nassimah Dindar a publié un communiqué allant dans le même sens. Nathalie Bassire ne s'est pas non plus présentée à la préfecture, ainsi que Nadia Ramassamy. Un

autre absent, Jean-Louis Lagourgue, avait une excuse : il n'est pas à La Réunion.

Ces élus motivent leur refus de cette façon :

« Cette rencontre, non inscrite au programme officiel, intervient alors que l'ensemble des collectifs citoyens n'ont pas encore pu s'entretenir avec la Ministre et présenter leurs doléances. La visite de la Ministre doit permettre en priorité un échange avec les citoyens. Pour notre part, nous n'avons cessé, durant ces 18 derniers mois, de faire des propositions en faveur du pouvoir d'achat, de l'emploi et du logement, d'alerter sur la vie de plus en plus chère, d'attirer l'attention sur l'avenir de la jeunesse. En vain. Nos inquiétudes et nos propositions rencontrent pourtant celles que nos concitoyens expriment fortement depuis plus de dix jours. Nous resterons donc attentifs au travail qui est mené avec le mouvement citoyen et

aux propositions qui seront faites. Mais nous déclinons l'invitation de ce soir. »

Cet argument interroge. Ce boycott aurait pu se comprendre si la ministre avait fait des déclarations agressives envers les Réunionnais, ou si sa visite avait été marquée par une forte répression du mouvement social. Or Annick Girardin a placé son séjour sous le signe du dialogue et de la transparence, avec des rencontres diffusées en direct. Elle a également multiplié les appels au calme et à la retenue.

Ceci amène donc à cette analyse suivante. Quand ces parlementaires étaient candidats à leur poste, ils s'étaient engagés devant les électeurs à porter la voix de la population. Au moment où La Réunion connaît une crise historique, ils ont décidé de ne pas porter cette voix. Considèrent-ils que cette mission relève désormais des gilets jaunes ? Cela interroge donc sur la pertinence du mandat que les électeurs leur ont confié.

Souhaitons que ces élus prendront leur place dans le débat qui ne manquera pas d'arriver sur la construction d'un projet pour La Réunion.

M.M.

Communiqué d'Alternative-Transports-Réunion

« Offrons-nous pour 2019 une nouvelle Réunion »



Nous, citoyens de l'Association Alternative-Transports-Réunion (affiliée à la Fédération Nationale des associations d'usagers des transports), partageons pleinement l'exaspération citoyenne exprimées notamment par les « gilets jaunes », et déclarons :

– que les barrages routiers des manifestants démontrent encore une fois l'absurdité du choix du « tout-automobile » fait par les autorités depuis des décennies. A l'heure qu'il est, sans l'abandon du tram-train par la Région et l'irresponsabilité des politiques qui l'ont laissé faire, les Réunionnais bénéficieraient depuis 2017 d'un premier tronçon d'une quarante

de kilomètres de rails. Ajoutons que les politiques d'aménagement et de transport continuent d'ignorer l'avis des populations concernées au profit des grands groupes, avec la complicité de l'Etat.

– que les expressions de colère citoyenne doivent préserver les libertés fondamentales de tous les Réunionnais : pour leur santé, leur approvisionnement, leur circulation et leur sécurité. Autant il est nécessaire de maintenir la pression sur les décideurs politiques et économiques afin d'obtenir des résultats concrets, autant il est urgent de donner à la population des raisons de continuer à soutenir massivement le mouvement

des revendications pour une société plus juste.

Ce mouvement ne peut triompher que dans le rassemblement citoyen le plus large, le plus unitaire et le plus respectueux des libertés de tous, pour la conquête de nouveaux droits et devoirs. La société réunionnaise attend depuis trop longtemps des solutions de transports et déplacements multi-modaux et une politique énergétique qui prenne en compte les changements climatiques.

Nous estimons nécessaire et urgent, à la deuxième semaine de mobilisation des gilets jaunes, un rassemblement citoyen unitaire et responsable auquel ATR-Fnaut est prête à apporter pleinement sa contribution :

Offrons-nous pour 2019 les outils du changement dont La Réunion a besoin pour sortir de l'économie de comptoir et du carcan d'institutions obsolètes qui empêchent notre île de se projeter dans le futur !

*p/o le Bureau d'ATR-Fnaut,
François Payet, porte-parole
Pascale David, secrétaire
générale*

In kozman pou la rout

« Bèf i travaye, shoval i atann la guèr »

Ala in drol kozman pou vréman. Li mète an sène bèf avèk shoval. Zot i koné lé dé té i zoué pa mèm rol é mèm koméla zot na poin mèm rol. Dizon, an gro, bèf téi fé plito bann travaye de fors é shoval plito dé shoz pou mète ali an valèr. Si tèlman ké shoval té plito bien trété bèf demoun i domann ali bokou... Moin la antann kozman la lo zour in madam té apré di son bèl fiy i trime pou gingn soso son ménaz son garson i kontant ali son sédik pars konm i di li yèm pa tro forcé. L'èrla in madam la di kozman moin la mark an-ola. Sak i vé dir dann la sosyété néna in pé i fors in bonpé épi d'ot moins. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Billet philosophique

La voie de la justice, de la démocratie et du bon sens



Le 24 novembre devant le port Est, des artistes solidaires du combat des Gilets Jaunes.

D'une certaine façon, la révolte populaire réunionnaise historique que nous vivons chaque jour depuis le 17 novembre dans tout le pays n'est-elle pas une forme de célébration concrète — et particulièrement originale —, de la Journée Mondiale de la Philosophie à La Réunion ?

En effet, "l'amour de la sagesse" (la philosophie) s'est exprimé massivement dans les fortes mobilisations quotidiennes organisées par les Gilets Jaunes contre les injustices et l'aristocratie dont souffre le peuple réunionnais. Et l'ampleur de ces mobilisations sur le terrain pour une nouvelle politique face à celle menée par l'État français dans notre pays se situe dans la continuité de la résistance réunionnaise depuis 355 ans contre l'esclavage, l'engagisme et les autres pratiques inhumaines du colonialisme.

À noter aussi que depuis deux semaines, ce mouvement est marqué

notamment par une forte solidarité collective pour une société équitable et démocratique respectant les droits fondamentaux de notre peuple. Et cette solidarité s'est exprimée en particulier par des organisations syndicales, politiques et associatives, comme par exemple le PCR qui depuis le mois d'août a publié au moins 6 déclarations avec des propositions concrètes afin d'en finir avec la dictature des pilleurs, profiteurs et pollueurs à La Réunion pour aller vers un développement durable du pays (voir le site temoignages.re du 25 novembre).

Il y a eu aussi la forte solidarité avec les Gilets Jaunes exprimée avec talent par de nombreux artistes créoles sur le terrain des manifestations. Enfin, nous allons citer plusieurs exemples de déclarations très intéressantes publiées par des penseurs réunionnais de haut niveau, qui ont tracé des pistes pour cultiver un meilleur vivre ensemble réunionnais :

- Mgr Gilbert Aubry, évêque de La Réunion, pour qui «la démocratie

doit être participative pour construire une même communauté de destin».

- Le Père Stéphane Nicaise, jésuite et anthropologue, qui lance cet appel : «Prenons ensemble un autre chemin de développement, plus porteur d'espoir pour tous».

- Pour le philosophe Radjah Véloupoulé, «les Réunionnais doivent prendre leurs responsabilités, et sans que personne ne leur donne des ordres, trouver un temps pour la synthèse de leurs revendications, l'expression de leurs idéaux, et quels sacrifices ils sont prêts à faire pour que notre société change dans le devenir qu'ils auront choisi».

- Pour Éric Alendroit, président de Nyabou, «cette mobilisation est une énergie qui va durablement participer au réveil des consciences et aux envies de piloter nos vies».

- Pour le philosophe Farouk Issop, «nous sommes là, debout à tes côtés, nous sommes le peuple réunionnais».

- Pour conclure, cet appel de «deux poètes et acteurs associatifs», Idriss et Omar Issop-Banian : «Ensemble écrivons les premières pages du projet d'une nouvelle société réunionnaise bien ancrée dans notre espace de l'Indiano-céanie. En toute fraternité».

Ces pistes ouvrent vraiment la voie de la justice, de la démocratie et du bon sens comme le préconise "Hymne à La Réunion", le poème d'Idriss Issop-Banian mis en musique par le groupe Kayanmbé avec Maximin Boyer : «Alon met la min ansanm pou bann marmay i lev, pou zot gingn viv an pé isi La Réunion ! An dalonaz».

Roger Orlu

Oté

Kan lo frui lé mir i fo k'li tonm ! Kan lo frui lé mir i fo k'li tonm !

Figuir azot avan yèr soir mi antann madam Girardin i sava fé in poin-la-press. Dann mon kèr mi di pétète èl i sava fé in poin dsi son métode é konm i di èl la shoizi lo shomin lo pli demokratik, bann zilé zone va asosyé avèk èl dann son konfèrans de press. Ala sak moin té i pans, é pou dir la vérité moin téi kroi.

Sof ké kan moin la vi kisa i lé lo bann délégué Sintandré, Sin-dni épi Sin Pyèr in pé partou, moin l'avé konm l'inprézyon bann la droite l'avé mète la min dsi lo mouvman épi i bann shèf lété roprézant shakinn in tandans la droite. Mi pé tronpé, mé an touléka sa téi poz amoin konm in poin l'intérogasyon.

Sof ké momandoné moin la antann madame la Ministrèz apré di dsi Rényon promyèr, kont pa dsi èl pou dévoil son propozisyon, pars èl i rézèrv sa pou anons dann son diskisyon avèk bann zilé zone... Mé in pé d'tan apré, mi antann aèl apré débite son plan sosyal-mèm plan moin l'avé déza antann néna ké somenn. Solman èl i di ala son bann mézir sosyal. Zot la konprann sa zot ? Si zot la konprann mi pé dir zot l for. Bann zilé zone la paf é roul azot dann la farine-la ?

Pou kosa mi di sa ? Pars, sanm pou moin la révolt té fine ariv tro for pou fé konmsi tout lété normal. Pou fé konmsi son bidzé lété a prann tèl ké li lété fine voté, pa késtyonn arfé in n'ot. Poitan PCR lété fine dir aèl vien vite La Rényon pars konm té in sityasion nouvèl téi fo fé in plan nouvo. El la pa fé sa, pars èl téi pans la sityasion lété apré gaté-pouri donk té i sifi d'atann. Atann kan lo frui sar pouri pou li tonbé..

Sa i fé pans amoin kékshoz : mi an souvien in zistoir moin la lir kan moin lété jenn . Bann demoun l'avé pandiy in boug dsi in bransh é té i atann solman li té i pète atèr. Zot téi i kriy, zot téi shant : « Kan lo frui lé mir i fo li tonm ! Kan lo frui lé mir i fo li tonm ».. . Mi vé dir par la lo gouvèrnman, sansa alor lo réjime kolonyal sansa lo boug i asiz laba palé l'élizé. Si i kontinyé konmsa, mi pans sa v'arivé.

Justin